



**COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS**

**Résultats détaillés du 1er trimestre 2012**

*10 Mai 2012*

## TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES .....	3
<b>PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES .....</b>	<b>4</b>
Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 31 mars 2012 et 2011.....	4
Comptes de résultat global consolidés pour les périodes closes au 31 mars 2012 et 2011 .....	5
Bilans consolidés au 31 mars 2012 non audités et au 31 décembre 2011.....	6
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2012 et 2011.....	7
Variation de flux de trésorerie consolidés pour les périodes closes au 31 mars 2012 et 2011 .....	8
Notes annexes aux comptes consolidés non audités .....	9
<b>PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS.....</b>	<b>16</b>
<b>PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION.....</b>	<b>23</b>

## CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- L'impact du contexte économique et de crédit, y compris sur nos clients et fournisseurs;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- L'impact de la variation des coûts du carburant dans les acquisitions de la Marine ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas et des ratios financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 20 avril 2012. Ce document est disponible sur le site internet [www.cggveritas.com](http://www.cggveritas.com). Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à [invrelparis@cggveritas.com](mailto:invrelparis@cggveritas.com) ou [invrelhouston@cggveritas.com](mailto:invrelhouston@cggveritas.com) ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	1 <sup>er</sup> trimestre	
	2012	2011 (retraité)
<b>Chiffres d'affaires</b> .....	<b>786,6</b>	<b>728,6</b>
Autres produits des activités ordinaires .....	1,2	0,9
<b>Total produits des activités ordinaires</b> .....	<b>787,8</b>	<b>729,5</b>
Coût des ventes.....	(649,2)	(632,9)
<b>Marge brute</b> .....	<b>138,6</b>	<b>96,6</b>
Coûts nets de recherche et développement .....	(21,8)	(20,1)
Frais commerciaux et administratifs.....	(22,0)	(18,5)
Frais généraux .....	(47,1)	(47,0)
Autres produits et charges, nets .....	6,1	12,1
<b>Résultat d'exploitation</b> .....	<b>53,8</b>	<b>23,1</b>
Coût de l'endettement financier brut .....	(39,5)	(44,9)
Produits financiers sur la trésorerie .....	0,9	0,5
<b>Coût de l'endettement financier net</b> .....	<b>(38,6)</b>	<b>(44,4)</b>
Autres produits (charges) financiers .....	(3,3)	(14,7)
<b>Résultat avant impôt des entreprises intégrées</b> .....	<b>11,9</b>	<b>(36,0)</b>
Impôts différés sur les variations de change .....	2,8	5,2
Autres impôts sur les bénéfices .....	(21,8)	(8,1)
<b>Total impôts sur les bénéfices</b> .....	<b>(19,0)</b>	<b>(2,9)</b>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b> .....	<b>(7,1)</b>	<b>(38,9)</b>
<b>Résultat des sociétés mises en équivalence</b> .....	3,6	2,0
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(3,5)</b>	<b>(36,9)</b>
<i>Attribué aux :</i>		
Actionnaires .....	\$ (8,7)	(40,5)
Actionnaires <sup>(1)</sup> .....	€ (6,6)	(29,7)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	\$ 5,2	3,6
Nombre moyen pondéré d'actions émises .....	151 864 165	151 561 798
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options <sup>(2)</sup> .....	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites <sup>(2)</sup> ...	–	–
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles <sup>(2)</sup> .....	–	–
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif..	151 864 165	151 561 798
<b>Résultat net par action</b>		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
– Base .....	\$ (0,06)	(0,27)
– Base <sup>(1)</sup> .....	€ (0,04)	(0,20)
– Dilué <sup>(2)</sup> .....	\$ (0,06)	(0,27)
– Dilué <sup>(1) (2)</sup> .....	€ (0,04)	(0,20)

(1) Converti au taux moyen de 1,318US\$ et 1,363US\$ respectivement au 31 mars 2012 et 2011

(2) Dès lors que le résultat de l'exercice est une perte, les plans d'attribution de stock-options, d'actions gratuites sous condition de performance et les obligations convertibles ont un effet relatif (augmentation du bénéfice net par action). Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles ayant un effet dilutif, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

## ETAT DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRE CONSOLIDE NON AUDITE

Montants en millions de dollars US	Au 31 mars	
	2012	2011 (retraité)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b> .....	<b>(3,5)</b>	<b>(36,9)</b>
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie.....	5,5	0,9
Impôts .....	(2,0)	(0,3)
<b>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie</b> .....	<b>3,5</b>	<b>0,6</b>
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite .....	–	1,2
Impôts .....	–	(0,4)
<b>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite</b> .....	<b>–</b>	<b>0,8</b>
<b>Variation de l'écart de conversion</b> .....	<b>34,7</b>	<b>34,9</b>
<b>Quote-part de variation du résultat global des sociétés mises en équivalence, nette d'impôts</b> .....	<b>1,5</b>	<b>4,1</b>
<b>Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts</b> .....	<b>39,7</b>	<b>40,4</b>
<b>Etat du résultat global consolidé de la période</b> .....	<b>36,2</b>	<b>3,5</b>
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires de la société mère</i> .....	31,0	(0,3)
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i> .....	5,2	3,8

Les autres éléments du résultat global consolidé ne seront pas reclassés au compte de résultat les exercices suivants.

## BILANS CONSOLIDES

	31 mars 2012 (non audité)	31 décembre 2011 (retraité)
<b>Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire</b>		
<b>ACTIF</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	462,3	531,4
Clients et comptes rattachés .....	848,1	876,0
Stocks et travaux en cours .....	386,5	361,5
Créances d'impôt.....	115,2	119,4
Autres actifs courants .....	198,8	157,0
Actifs détenus en vue de la vente, nets .....	23,4	64,5
<b>Total actif courant</b> .....	<b>2 034,3</b>	<b>2 109,8</b>
Impôts différés actif.....	186,8	188,8
Participations et autres immobilisations financières .....	52,0	24,7
Sociétés mises en équivalence .....	158,8	131,7
Immobilisations corporelles, nettes .....	1 217,3	1 183,2
Immobilisations incorporelles, nettes .....	914,6	865,1
Ecarts d'acquisition des entités consolidées .....	2 716,1	2 688,2
<b>Total actif non-courant</b> .....	<b>5 245,6</b>	<b>5 081,7</b>
<b>TOTAL ACTIF</b> .....	<b>7 279,9</b>	<b>7 191,5</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
Concours bancaires court terme .....	6,0	6,0
Dettes financières – part court terme .....	81,5	64,5
Fournisseurs et comptes rattachés .....	475,5	386,4
Dettes sociales .....	163,7	185,7
Impôts sur les bénéficiaires à payer .....	103,0	159,7
Acomptes clients .....	45,2	51,0
Provisions – part court terme.....	36,8	34,6
Autres passifs courants .....	288,5	272,3
<b>Total passif courant</b> .....	<b>1 200,2</b>	<b>1 160,2</b>
Impôts différés passif .....	104,3	110,8
Provisions – part long terme .....	106,0	106,7
Dettes financières – part long terme .....	1 887,1	1 871,6
Autres passifs non courants .....	51,9	49,8
<b>Total dettes et provisions non-courantes</b> .....	<b>2 149,3</b>	<b>2 138,9</b>
Capital social : 252 090 578 actions autorisées et 151 871 998 émises au nominal de 0,40 € au 31 mars 2012 et 151 861 932 au 31 décembre 2011 .....	79,8	79,8
Primes d'émission et d'apport .....	2 669,5	2 669,3
Réserves .....	1 139,1	1 161,1
Autres réserves .....	(21,6)	(17,0)
Titres d'autocontrôle .....	(20,6)	(20,6)
Résultat de la période attribué aux actionnaires de la société mère .....	(8,7)	(28,2)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres .....	(6,5)	(11,5)
Ecarts de conversion.....	7,1	(27,6)
<b>Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère</b> .....	<b>3 838,1</b>	<b>3 805,3</b>
Participations ne donnant pas le contrôle .....	92,3	87,1
<b>Total capitaux propres</b> .....	<b>3 930,4</b>	<b>3 892,4</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b> .....	<b>7 279,9</b>	<b>7 191,5</b>

**TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES**

	Au 31 mars	
	2012	2011 (retraité)
<b>Montants en millions de dollars US</b>		
<b>EXPLOITATION</b>		
Résultat net (y compris participations ne donnant pas le contrôle) .....	(3,5)	(36,9)
Amortissements et dépréciations .....	84,0	84,3
Amortissements et dépréciations des études multi-clients .....	81,2	47,1
Amortissements et dépréciations des études multi-clients capitalisés .....	(13,2)	(3,9)
Augmentation (diminution) des provisions .....	1,2	(11,6)
Charges liées aux stock-options .....	6,2	5,2
Plus ou moins values de cessions d'actif .....	(5,5)	(11,6)
Résultat des mises en équivalence .....	(3,6)	(2,0)
Dividendes reçus .....	-	-
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie .....	1,8	5,5
<b>Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt .....</b>	<b>148,6</b>	<b>76,1</b>
Annulation du coût de la dette financière .....	38,6	44,4
Annulation de la charge d'impôt .....	19,0	2,9
<b>Flux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt .....</b>	<b>206,2</b>	<b>123,4</b>
Impôt décaissé .....	(47,0)	(4,6)
<b>Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement .....</b>	<b>159,2</b>	<b>118,8</b>
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>		
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés .....	43,2	159,4
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours .....	1,9	(21,0)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants .....	(58,0)	(53,8)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés .....	60,4	(40,6)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants .....	(28,4)	16,2
- impact du change sur les actifs et passifs financiers .....	14,2	19,4
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation .....</b>	<b>192,5</b>	<b>198,4</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations des dettes de fournisseurs d'immobilisations .....	(117,3)	(74,0)
Investissement en trésorerie dans les études multi-clients .....	(75,5)	(40,5)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles .....	1,0	2,0
Plus ou moins values sur immobilisations financières .....	-	4,4
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise .....	(49,7)	(0,7)
Effets des variations de périmètre .....	-	-
Variation des avances reçues .....	0,7	0,8
Variation des subventions d'investissement .....	(1,2)	(0,1)
Variation des autres actifs financiers non courants .....	(1,6)	(4,9)
<b>Flux de trésorerie affectés aux investissements .....</b>	<b>(243,6)</b>	<b>(113,0)</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Remboursement d'emprunts .....	(3,4)	(499,4)
Nouveaux emprunts .....	-	510,3
Païement du principal des contrats de crédit-bail .....	(10,6)	(20,4)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires .....	-	(3,4)
Charges d'intérêt payées .....	(6,9)	(19,2)
<i>Augmentation de capital :</i>		
- par les actionnaires de la société mère .....	0,2	2,5
- par les participations ne donnant pas le contrôle .....	-	-
<i>Dividendes versés et remboursement de capital :</i>		
- aux actionnaires .....	-	-
- aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées .....	-	-
Acquisition et cession des titres d'autocontrôle .....	-	-
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement .....</b>	<b>(20,7)</b>	<b>(29,6)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie .....	2,7	7,0
<b>Variation de trésorerie .....</b>	<b>(69,1)</b>	<b>62,8</b>
<b>Trésorerie à l'ouverture .....</b>	<b>531,4</b>	<b>448,8</b>
<b>Trésorerie à la clôture .....</b>	<b>462,3</b>	<b>511,6</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2011 (retraité)</b> .....	<b>151 506 109</b>	<b>79,6</b>	<b>2 666,3</b>	<b>1 052,6</b>	<b>(21,4)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(4,7)</b>	<b>6,2</b>	<b>3 758,0</b>	<b>77,1</b>	<b>3 835,1</b>
Augmentations de capital .....	247 166	0,1	2,3						2,4		2,4
Résultat net.....				(40,7)					(40,7)	3,8	(36,9)
Paiements fondés sur des actions .....				5,8					5,8		5,8
Actions propres .....											
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i> .				0,8					0,8		0,8
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i> .....							4,7		4,7		4,7
<i>Variation de l'écart de conversion(3)</i> .....								34,9	34,9		34,9
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) .....				<b>0,8</b>			<b>4,7</b>	<b>34,9</b>	<b>40,4</b>		<b>40,4</b>
Emission d'obligations convertibles, nette d'impôt différé .....				80,5					80,5		80,5
Ecart de conversion de la maison-mère .....					(31,9)				(31,9)		(31,9)
Variation de périmètre et autres .....											
<b>Au 31 mars 2011 (retraité)</b> .....	<b>151 753 275</b>	<b>79,7</b>	<b>2 668,6</b>	<b>1 100,0</b>	<b>(53,3)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>—</b>	<b>41,1</b>	<b>3 814,5</b>	<b>80,9</b>	<b>3 895,4</b>

(Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions)

	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission Et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement Enregistré en Capitaux propres	Ecart de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	Participation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
<b>Au 1er janvier 2012 (retraité)</b> .....	<b>151 861 932</b>	<b>79,8</b>	<b>2 669,3</b>	<b>1 132,9</b>	<b>(17,0)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(11,5)</b>	<b>(27,6)</b>	<b>3 805,3</b>	<b>87,1</b>	<b>3 892,4</b>
Augmentations de capital .....	10 066	—	0,2						0,2		0,2
Résultat net.....				(8,7)					(8,7)	5,2	(3,5)
Paiements fondés sur des actions .....				6,2					6,2		6,2
Actions propres .....											
<i>Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1)</i> .											
<i>Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2)</i> .....							5,0		5,0		5,0
<i>Variation de l'écart de conversion(3)</i> .....								34,7	34,7		34,7
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) .....							<b>5,0</b>	<b>34,7</b>	<b>39,7</b>		<b>39,7</b>
Emission d'obligations convertibles, nette d'impôt différé .....											
Ecart de conversion de la maison-mère .....					(4,6)				(4,6)		(4,6)
Variation de périmètre et autres .....											
<b>Au 31 mars 2012</b> .....	<b>151 871 998</b>	<b>79,8</b>	<b>2 669,5</b>	<b>1 130,4</b>	<b>(21,6)</b>	<b>(20,6)</b>	<b>(6,5)</b>	<b>7,1</b>	<b>3 838,1</b>	<b>92,3</b>	<b>3 930,4</b>

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités



**NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES  
(NON AUDITEES)**

**NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES**

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires du Groupe sont établis conformément à la norme IAS34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par la Commission Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Comité d'audit du 9 mai 2012 pour publication.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

**Changement de devise de présentation**

Le 1er janvier 2012, le Groupe a changé la devise de présentation de ses états financiers consolidés de l'euro au dollar US afin de mieux refléter le profil des produits, des coûts et des flux de trésorerie qui sont principalement générés en dollar US, et ainsi, permettre de mieux figurer sa performance financière.

Un changement de devise de présentation constitue un changement de méthode comptable, et à ce titre, les états financiers historiques ont été retraités de l'euro au dollar US.

Les écarts de conversion cumulés, remis à zéro au 1<sup>er</sup> janvier 2004 lors de la transition aux IFRS, sont présentés comme si le Groupe avait appliqué le dollar US. comme devise de présentation depuis cette date.

La devise fonctionnelle de la maison-mère demeure l'euro. Les écarts de conversion provenant de la maison-mère sont présentés en autres réserves.

Les principaux retraitements liés au changement de devise de présentation de l'euro au dollar U.S sont présentés comme suit (en millions):

	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 en euros</b>	<b>Comptes consolidés historiques 31/12/11 convertis en dollar U.S <sup>(1)</sup></b>	<b>Retraitements <sup>(2)</sup></b>	<b>Comptes consolidés 31/12/11 retraités en dollar U.S</b>
Capital, primes, réserves et autres	2 883,1	3 730,5	+102,4	3 832,9
Ecarts de conversion	55,8	72,2	(99,8)	(27,6)
<b>Capitaux propres – attribuables aux actionnaires de CGGVeritas</b>	<b>2 938,9</b>	<b>3 802,7</b>	<b>+2.6</b>	<b>3 805,3</b>

<sup>(1)</sup> Conversion au taux de clôture €/U.S.\$ de 1, 2939

<sup>(2)</sup> Ecarts entre les taux historiques et le taux de clôture de 1.2939 U.S.\$ pour 1 euro, y compris écarts de conversion de la maison-mère de (17) millions de dollars US classés en autres réserves.

## Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2011, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2011 déposé auprès de la SEC le 20 avril 2012 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendement d'IFRS 7 — Informations à fournir : transferts d'actifs financiers — adopté par l'Union Européenne en novembre 2011 et applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2012

L'adoption de cette norme et interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés intermédiaires au 31 mars 2012.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011:

- Amendement d'IAS 12 — Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents
- IFRS 9 — Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers
- IFRS 10 — Etats financiers consolidés
- IFRS 11 — Partenariats
- IFRS 12 — Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités
- IFRS 13 — Evaluation à la juste valeur
- Amendement d'IAS 28 — Participations dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendement d'IAS 19 — Avantages du personnel
- Amendement d'IAS 1 — Présentation des états financiers — présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)
- Amendement d'IAS 32 et IFRS 7 — Compensation des actifs financiers et des passifs financiers

La revue de ces normes, amendements et interprétations est en cours actuellement afin de mesurer l'impact potentiel sur les comptes consolidés.

## Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant:

<u>Jugements et estimations</u>	<u>Hypothèses clés</u>
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Caractère recouvrable des créances client	Estimation du risque de défaillance des clients
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études Durée d'utilité des études multi-clients
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels	Perspectives industrielles du marché de la géophysique Taux d'actualisation (WACC)
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi Taux d'inflation
Provisions pour risques, charges et litiges	Rendement attendu des actifs du régime Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le groupe est partie prenante
Reconnaissance du revenu	Estimation de l'avancement des contrats Estimation de la juste valeur des programmes de fidélisation des clients Estimation de la juste valeur des différents éléments identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

## *Chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires est reconnu lorsqu'il peut être estimé de manière fiable, lorsqu'il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

### *— Etudes multi-clients*

Le chiffre d'affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d'utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

*Préfinancements* — d'une manière générale, le Groupe obtient des engagements d'achats de la part de clients avant l'achèvement même de l'étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d'étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d'achat. Le Groupe comptabilise les paiements qu'il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Les préfinancements sont reconnus en chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est à dire en fonction de l'avancement physique dudit projet.

*Après-ventes* — d'une manière générale, le Groupe accorde une licence d'utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d'études multi-clients, en contrepartie d'un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Si le contrat comporte de multiples éléments, le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque élément.

*Après-ventes sur des contrats multi-blocs* — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d'accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d'études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d'accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires dès que le client a accès aux données et a sélectionné les blocs, et que le chiffre d'affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d'un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l'absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

### *— Etudes exclusives*

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux lorsque ceux-ci peuvent être estimés de façon fiable.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l'étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l'avancement technique.

Dans certains contrats d'études exclusives et dans un nombre limité d'études multi-clients, le Groupe s'engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d'affaires sur ces contrats jusqu'à ce que tous les objectifs qui donnent au client un droit d'annulation ou de remboursement soient atteints.

#### — *Vente de matériel*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

#### — *Vente de logiciels et de matériel informatique*

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

#### — *Autres prestations géophysiques*

Le chiffre d'affaires provenant des autres prestations géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les prestations géophysiques ont été réalisées et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l'avancement à la date de clôture.

#### — *Programmes de fidélisation des clients*

Le Groupe peut octroyer des crédits de prestations à ses principaux clients. Ces crédits sont déterminés contractuellement sur la base des volumes d'affaires annuels réalisés auprès de ces clients et facturés, et sont utilisables sur des services futurs. Ces crédits sont considérés comme un élément séparé de la vente initiale. Le chiffre d'affaires relatif à ces crédits n'est reconnu que lorsque l'obligation a été remplie.

Ces crédits sont mesurés à leur juste valeur sur la base des taux contractuels et des volumes d'affaires annuels prévisionnels.

#### ***Etudes multi-clients***

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. L'éventualité de dépréciation à constater est ré-examinée de manière courante et au niveau pertinent en matière de données multi-client (études indépendantes). Le Groupe examine à chaque clôture la librairie des études pour toute dépréciation éventuelle des études au niveau pertinent (études ou groupes d'études indépendants).

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données en appliquant au chiffre d'affaires comptabilisé un taux d'amortissement en fonction de la catégorie d'étude. Le Groupe utilise généralement des taux d'amortissement de 50 %, 65 %, 75 %, 80 % ou 83,3 % qui correspondent au rapport des coûts totaux estimés par le chiffre d'affaires total estimé, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué lorsque le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65 % du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

### ***Dépenses de développement***

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

## **NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS**

### ***Sercel – Acquisition de GRC***

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 67 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire de 24 millions de dollars US a été enregistré.

Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

### ***PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited***

Le 27 mars 2012, le Groupe a contribué à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited en apportant son navire sismique 3D de haute capacité, *Amadeus*. Cette joint-venture, détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CG Veritas, est mise en équivalence depuis cette date.

## **NOTE 3 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE**

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reportant interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe. Les opérations du Groupe sont organisées en deux secteurs d'activité : les Services géophysiques et les Equipements géophysiques.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, le Groupe est organisé en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
  - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;

- le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
- les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.

— Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant, reconnus par le secteur des Equipements, sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

### Analyse par Secteur d'activité

(En millions de dollar US)	Pour le trimestre clos le 31 mars 2012				Pour le trimestre clos le 31 mars 2011 (retraité)			
	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipe-ments	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers .....	531,1	255,5	-	786,6	532,9	195,7	-	728,6
Chiffre d'affaires inter secteurs ...	-	92,3	(92,3)	-	-	79,3	(79,3)	-
<b>Chiffre d'affaires total.....</b>	<b>531,1</b>	<b>347,8</b>	<b>(92,3)</b>	<b>786,6</b>	<b>532,9</b>	<b>275,0</b>	<b>(79,3)</b>	<b>728,6</b>
Dotation aux amortissements (hors multi-clients) .....	(73,5)	(10,5)	-	(84,0)	(72,9)	(12,1)	0,7	(84,3)
Dotation aux amortissements multi-clients.....	(81,2)	-	-	(81,2)	(47,1)	-	-	(47,1)
<b>Résultat d'exploitation .....</b>	<b>(7,7)</b>	<b>115,5</b>	<b>(54,0)<sup>(a)</sup></b>	<b>53,8</b>	<b>(26,0)</b>	<b>94,6</b>	<b>(45,5)<sup>(a)</sup></b>	<b>23,1</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence (b) .....	3,6	-	-	3,6	2,0	-	-	2,0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (hors multi-clients) (c).....	121,9	5,2	-	127,1	73,9	5,5	-	79,4
Acquisition multi-clients .....	88,7	-	-	88,7	44,4	-	-	44,4

(a) y compris les frais de siège s'élevant à 14,0 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 14,2 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

(b) dont respectivement 7,2 millions de dollars US et 2,0 millions de dollars US de résultats opérationnels au 31 mars 2012 et 2011.

(c) y compris (i) équipement acquis en crédit-bail de 3,1 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, (ii) des coûts de développement capitalisés pour 4,6 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et 3,9 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Services et 2,6 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 1,2 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 pour le secteur des Equipements.

### Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total:

En millions de dollars US, excepté les pourcentages	Pour le trimestre clos le 31 mars			
	2012		2011 (retraité)	
Amérique du nord .....	195,5	25%	205,3	28%
Amérique latine .....	129,3	16%	113,8	16%
Europe, Afrique et Moyen Orient.....	259,9	33%	251,3	34%
Asie Pacifique .....	201,9	26%	158,2	22%
<b>Total.....</b>	<b>786,6</b>	<b>100%</b>	<b>728,6</b>	<b>100%</b>

### NOTE 4 – ENGAGEMENTS ET LITIGES

#### Litiges et autres risques

##### *Litige Sercel – ION*

Le 17 février 2012, la Cour Fédérale Américaine a validé le jugement de la Cour du Texas du 16 février 2011 quant au litige entre Sercel et Ion Geophysical (« ION ») portant sur le brevet US N°5 852 242.

Une provision d'un montant de 12,8 millions de dollars US a été comptabilisée dans les comptes 2011 du Groupe au titre des 10,7 millions de dollars US et intérêts relatifs dû à ION. Les parties prenantes retourneront devant les tribunaux pour déterminer le montant des dommages supplémentaires relatifs aux ventes de systèmes SeaRay fabriqués à Houston.

##### *Litige fiscal indien*

En Janvier 2012, le « Delhi Income Tax Appellate Tribunal » a rendu une décision défavorable sur la base d'hypothèses que nous ne considérons pas refléter la situation actuelle du Groupe. CGGVeritas a l'intention de faire appel de cette décision auprès du « Nainital High Court ». Le Groupe estime que ce litige n'aura pas d'impact significatif sur notre position financière et nos résultats.

### NOTE 5 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est intervenu postérieurement à la clôture.

## **PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS**

### **Organisation du Groupe**

Le Groupe est organisé depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 en cinq divisions et opère dans deux secteurs d'activité distincts :

- Le secteur des Services géophysiques qui regroupe :
  - les contrats Marine : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - les contrats Terrestre : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
  - le Traitement, l'Imagerie et le Réservoir : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client) ;
  - les Multi-clients : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive.
- Le secteur des Equipements géophysiques, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

### **Facteurs affectant les résultats des opérations**

#### *Environnement de marché des activités géophysiques*

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Ces dépenses dépendent en partie des prix actuels et anticipés du pétrole et du gaz et de la capacité de nos clients, notamment les petits indépendants, à sécuriser le financement de leurs projets. En ce qui concerne l'offre d'études sismiques, les décisions d'ajustements de capacité se fondent sur l'estimation de la demande en services sismiques dans les prochains mois (études terrestres) et les deux à trois prochaines années (études marines). En conséquence, l'équilibre entre l'offre et la demande en services sismiques est impactée par les décisions prises lors des trois dernières années, basées sur la demande estimée et les niveaux de dépenses d'exploration des compagnies pétrolières et gazières.

Nous estimons que les perspectives à court terme du secteur de services géophysiques, tout particulièrement le secteur marine, sont marquées par une reprise continue de la demande qui doit répondre à la surcapacité du marché actuel et déclencher l'augmentation des prix en 2012.

Se référer au Document de Référence 2011 « Chapitre V – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 20 avril 2012.

#### *Acquisitions et cessions*

Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de Geophysical Research Company ("GRC") pour un montant de 67 millions de dollars US (y compris un earn-out de 17 millions de dollars US). Un écart d'acquisition provisoire de 24 millions de dollars US a été enregistré.

Basée à Tulsa, Oklahoma (USA) et créée en 1925 par Amerada Petroleum Corporation, GRC est un fournisseur de premier rang d'outils de puits et de sondes pour l'industrie pétrolière.

Le 27 mars 2012, le Groupe a contribué à la joint-venture PTSC CGGVeritas Geophysical Survey Company Limited en apportant son navire sismique 3D de haute capacité *Amadeus*. Cette joint-venture est détenue à hauteur de 51% par PTSC et 49% par CGGVeritas.



### *Carnet de commandes*

Le carnet de commandes du Groupe au 1er avril 2012 s'élevait à 1,57 milliards de dollars US.

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commande à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

## **Comparaison entre le 1er trimestre 2012 et le 1er trimestre 2011**

### *Chiffre d'affaires*

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par divisions et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes présentées :

	<b>1er trimestre</b>			
	<b>2012</b>		<b>2011</b>	
<b>En millions de dollars US, excepté les pourcentages</b>				
Contrat Terrestre .....	188,9	24%	199,0	27%
Contrat Marine.....	122,9	16%	159,6	22%
Traitement, Imagerie et Réservoir .....	105,5	13%	99,4	14%
Multi-client .....	113,8	15%	74,9	10%
Total Services.....	531,1	68%	532,9	73%
Equipements .....	255,5	32%	195,7	27%
<b>Total .....</b>	<b>786,6</b>	<b>100%</b>	<b>728,6</b>	<b>100%</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 1er trimestre 2012, en hausse de 8%, s'est élevé à 786,6 millions de dollars US contre 728,6 millions pour la période comparable en 2011, principalement attribuable à des records de ventes d'équipements.

### Services

Le chiffre d'affaires du secteur Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a diminué très légèrement au 1er trimestre 2012 à 531,1 millions de dollars US contre 532,9 millions en 2011.

### *Contrat Marine*

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine s'est élevé au 1er trimestre 2012 à 188,9 millions de dollars US contre 199,0 millions pour la période comparable en 2011, soit une baisse de 5% due à l'allocation plus importante de nos navires aux contrats multi-client. Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, 77% de notre flotte étaient dédiés aux contrats exclusifs contre 94% lors de la période comparable en 2011.

Les taux de disponibilité et de production des navires ont été respectivement de 84% et 92% au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 81% et 80% au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011, résultant de l'amélioration de la performance opérationnelle. *L'Oceanic Champion*, le dernier de nos navires en-cours de modernisation a quitté son chantier le 31 mars dernier.

### *Contrat Terrestre*

Le chiffre d'affaires de l'activité contractuelle Terrestre s'est élevé au 1er trimestre 2012 à 122,9 millions de dollars US, en baisse de 23%, à comparer à un 1<sup>er</sup> trimestre 2011 exceptionnellement fort à 159,6 millions de dollars US. La demande mondiale pour les opérations en zone de transition et en acquisition fond de mer (OBC) reste forte.

### *Traitement, Imagerie et Réservoir*

Le chiffre d'affaires de l'activité Traitement, Imagerie & Réservoir est en progression de 6% au 1er trimestre 2012 à 105,5 millions de dollars US contre 99,4 millions en 2011. La demande est restée soutenue, particulièrement en imagerie haut de gamme dans nos principaux centres.

### *Multi-client*

Le chiffre d'affaires de la division Multi-client a progressé de 52% à 113,8 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 74,9 millions pour la période comparable en 2011, principalement dû aux après-ventes dans le Golfe du Mexique et en Mer du nord.

Les revenus des librairies de données multi-clients marine sont en hausse significative de 95% à 86,7 millions dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 44,5 millions pour la période comparable en 2011. Les préfinancements, avec un faible taux de 42% impacté par des reports de pré-financements sur le deuxième trimestre, se sont élevés à 21,7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 18,3 millions pour la période comparable en 2011. Les revenus des après-ventes ont plus que doublé au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 à 65,1 millions de dollars US contre 26,2 millions pour la période comparable en 2011, essentiellement du fait des ventes de nos études offshore situées dans le Golfe du Mexique et en Mer du nord, en amont de l'attribution de licences.

Les revenus des librairies de données multi-clients terrestre sont en recul de 9% à 27,1 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 29,8 millions pour la période comparable en 2011. Les préfinancements de la librairie des données multi-clients terrestre, avec un taux de 87%, se sont élevés à 20,9 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 21,9 millions pour la période comparable en 2011. Les revenus des après-ventes reculent à 6,2 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 7,9 millions pour la période comparable en 2011.

### Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, y compris les ventes intra-groupe, a progressé de 26% au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 à 347,8 millions de dollars US contre 275,0 millions pour la période comparable en 2011. Ce niveau record des ventes s'explique par les premières livraisons d'équipements terrestres destinés à des équipes à grand nombre de traces au Moyen-Orient ainsi qu'à une demande soutenue en streamers. Les ventes internes ont représenté 27% du chiffre d'affaires du secteur Equipements avec l'équipement du navire sismique *Oceanic Champion*.

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, à l'exclusion des ventes intra-groupe, a progressé de 31% en passant de 195,7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 à 255,5 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2012.

### ***Charges d'exploitation***

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en hausse de 3% à 649,2 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 632,9 millions pour la période comparable en 2011, principalement en raison de la hausse d'activité. Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 82% au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, contre 87% pour la période comparable en 2011. La marge brute d'exploitation a progressé de 43% à 138,6 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 96,6 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, représentant respectivement 18% et 13% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont augmenté de 8% à 21,8 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 20,1 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, représentant 3,0% du chiffre d'affaires pour les deux périodes.

Les dépenses commerciales et de marketing ont augmenté de 19% à 22,0 millions de dollars au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 18,5 millions au cours de la période comparable en 2011.

Les dépenses administratives et générales sont restées stables au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 à 47,1 millions de dollars US. Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales se sont élevées à 6% au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 6,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Les autres produits d'exploitation se sont élevés à 6,1 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, incluant les effets de l'apport du navire sismique *Amadeus* réalisé dans le cadre de la constitution de notre joint-venture vietnamienne avec PTSC.

Les autres produits d'exploitation s'élevaient à 12,1 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, principalement en raison d'une plus-value de cession d'actifs réalisée suite à la finalisation de la transaction avec Norfield.

### ***Résultat d'exploitation***

Le résultat d'exploitation au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 a plus que doublé à 53,8 millions de dollars US contre 23,1 millions pour la période 2011 comparable pour les raisons décrites plus haut.

La perte d'exploitation du secteur Services au 1er trimestre 2012 s'est élevée à 7,7 millions de dollars US contre 26,0 millions pour la période 2011 comparable.

Le résultat d'exploitation du secteur Equipements au 1er trimestre 2012 a progressé de 22% à 115,5 millions de dollars US contre 94,7 millions pour la période 2011 comparable.

### ***Résultat financier et charges financières***

Le coût net de l'endettement financier est en recul de 13% à 38,6 millions de dollars US au 1er trimestre 2012 contre 44,4 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, lesquels incluaient un amortissement accéléré de 5,2 millions de dollars US de frais d'émission relatifs au remboursement partiel en mars et en intégralité en mai 2011 de l'emprunt Senior à échéance 2015 de 530 millions de dollars US.

Les autres charges financières au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 s'élevaient à 3,3 millions de dollars US résultant essentiellement de variations de change. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, elles s'élevaient à 14,7 millions et comprenaient une pénalité de 17 millions de dollars US payée suite au remboursement anticipé de l'emprunt Senior 7 ½% à échéance 2015 décrit plus haut.

### ***Impôts***

La charge d'impôts s'est élevée à 19,0 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 2,8 millions pour la période 2011 comparable, principalement en raison de l'augmentation du résultat avant impôts.

### ***Sociétés mises en équivalence***

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 3,6 millions de dollars US au 1er trimestre 2012 contre 2,0 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, principalement lié à la contribution d'Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite, et de Spectrum.

### ***Résultat net***

La perte nette au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 s'est élevée à 3,5 millions de dollars US contre 36,9 millions pour la période comparable en 2011, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

## **Ressources et besoins financiers**

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (en particulier les opérations de réparations et d'amélioration de performances des navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition.

Les opérations d'exploitation courantes ainsi que le service d'intérêts de la dette sont financés par les flux de trésorerie provenant de l'exploitation. La capacité du Groupe à effectuer des remboursements réguliers du principal des emprunts, à payer d'éventuels intérêts exceptionnels, à restructurer son endettement, ou à financer ses investissements dépendra de ses performances futures, qui, dans une certaine mesure, restent liées à des facteurs économiques, financiers, de compétitivité, juridiques et à la réglementation. Le Groupe considère que l'excédent de trésorerie provenant de l'exploitation, les ressources financières additionnelles générées par les émissions d'obligations et par les conventions de crédit renouvelable (79 millions de dollars pour le crédit US et 200 millions de dollars US pour le crédit France) suffiront à couvrir ses besoins en liquidité pour les douze prochains mois.

### ***Exploitation***

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 192,5 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 198,4 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Avant variation du besoin en fonds de roulement, l'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation s'est élevé à 159,2 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 par rapport à 118,8 millions au 1<sup>er</sup> trimestre 2011. La variation du besoin en fonds de roulement sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 a eu un effet positif de 33,3 millions de dollars US contre 79,6 millions sur la période 2011 comparable principalement en raison de l'encaissement de créances suite à la saisonnalité de ventes multi-clients importantes de fin d'année 2011 et 2010.

### **Investissement**

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'est élevé à 243,6 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 113,0 millions pour la période 2011 comparable. Le 17 janvier 2012, Sercel a acquis l'ensemble des actifs de GRC pour un montant net de trésorerie acquise de 49,7 millions de dollars US.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2012, les investissements industriels se sont élevés à 117,3 millions de dollars US, et sont principalement relatifs à la mise à niveau du navire sismique *Oceanic Champion* et à l'acquisition d'équipements terrestres. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, les investissements industriels s'élevaient à 74,0 millions de dollars US, correspondant principalement à la mise à niveau des navires sismiques *Oceanic Phoenix* et *Oceanic Endeavour*.

Le Groupe a également investi 75,5 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, principalement au Brésil et aux Etats-Unis, contre 44,4 millions pour la période comparable de 2011. Au 31 mars 2012, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 535,5 millions de dollars US contre 526,5 millions au 31 décembre 2011.

### **Financement**

Les flux de trésorerie utilisés aux opérations de financement se sont élevés à 20,7 millions de dollars US au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 29,6 millions pour la période 2011 comparable.

Le 27 janvier 2011, CGGVeritas avait procédé à l'émission d'obligations à option de conversion et/ou d'échange en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance du 1er janvier 2016 d'un montant nominal de 360 millions d'euros. CGGVeritas avait procédé au remboursement partiel de 460 millions de dollars U.S en mars 2011, et en intégralité en mai 2011 de l'emprunt Senior 7 ½% à échéance 2015.

### **Dettes financières nettes**

La dette financière nette au 31 mars 2012 s'élevait à 1 512,3 millions de dollars US contre 1 410,7 millions au 31 décembre 2011. Le ratio dette financière nette /capitaux propres s'élevait à 38% au 31 mars 2012 contre 36% au 31 décembre 2011.

Au 31 mars 2012, la dette nette incluait des obligations convertibles pour un montant de 380 millions de dollars US. La composante en capitaux propres nette d'impôt différé, s'élevait à 86 millions de dollars US.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme ; et la dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 31 mars 2012 et 31 décembre 2011 :

En millions de dollars US	31 mars 2012	31 décembre 2011
Concours bancaires court terme .....	6,0	6,0
Dettes financières – part court terme .....	81,5	64,5
Dettes financières long terme .....	1 887,1	1 871,6
<b>Dettes financières brute</b> .....	<b>1 974,6</b>	<b>1 942,1</b>
Moins disponibilités et titres de placement court terme .....	(462,3)	(531,4)
<b>Dettes nettes</b> .....	<b>1 512,3</b>	<b>1 410,7</b>

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir la section «Ressources Financières » dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

## EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé à 212,0 millions de dollars US pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 contre 155,8 millions pour la période comparable de 2011, représentant respectivement 27% et 21% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-client, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U.S. GAAP et ne doit pas être considérée comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

En millions de dollars US	31 mars	
	2012	2011
<b>EBITDAS</b>	<b>212,0</b>	<b>155,8</b>
Autres produits (charges) financiers .....	(3,3)	(14,7)
Augmentation (diminution) des provisions .....	1,2	(11,6)
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	(5,5)	(11,6)
Dividendes reçus .....	–	–
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie .....	1,8	5,5
Impôt décaissé .....	(47,0)	(4,6)
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	43,2	159,4
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours .....	1,9	(21,0)
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(58,0)	(53,8)
Augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés .....	60,4	(40,6)
Augmentation (diminution) des autres passifs circulants .....	(28,4)	16,2
Impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	14,2	19,4
<b>Flux de trésorerie provenant de l'exploitation</b>	<b>192,5</b>	<b>198,4</b>

## Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 mars 2012 :

En millions de dollars US	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes à long terme .....	15,9	25,2	821,0	1 010,4	1 872,5
Obligations issues des crédits-baux .....	33,3	30,9	27,9	68,9	161,0
Obligations issues des locations simples <sup>(a)</sup> .....	183,4	301,8	262,2	382,1	1 129,5
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires.....	132,7	227,7	209,9	308,1	874,4
- Autre obligations issues des locations simples .....	50,7	74,1	52,3	74,0	251,1
Autres obligations à long terme (intérêts) .....	116,4	231,4	205,1	205,6	758,6
<b>Total Obligations contractuelles <sup>(b)</sup> .....</b>	<b>349,5</b>	<b>591,1</b>	<b>1 314,8</b>	<b>1 666,3</b>	<b>3 921,7</b>

(a) Inclut le contrat marine d'une durée de 5 ans signé avec Bourbon pour six nouveaux navires.

(b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 31 mars 2012

## Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

### Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Les principales différences entre les IFRS et les US GAAP concernant l'EBITDAS sont relatives au traitement des plans de retraite et des coûts de développement.

#### Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1<sup>er</sup> janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006, les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

#### Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

### Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

(non audité)	Au 31 mars	
	2012	2011
En millions de dollars US		
<b>EBITDAS</b> .....	<b>212,0</b>	<b>155,8</b>
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite .....	-	(0,1)
Annulation des frais de développement capitalisés en IFRS .....	(7,2)	(4,8)
<b>EBITDAS selon les US GAAP</b> .....	<b>204,8</b>	<b>150,9</b>

### **PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES**

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.